

# FICHES THÉMATIQUES

**Échanges extérieurs**

## 4.A Les entreprises exportatrices

En 2004, le chiffre d'affaires à l'exportation\* des entreprises de 20 salariés et plus de l'industrie manufacturière (hors agro-alimentaire) a crû de 5,4 % par rapport à l'année précédente, les exportations de biens et services augmentant de 5,2 %. La hausse du chiffre d'affaires à l'exportation est particulièrement vive dans les secteurs des biens intermédiaires (+ 7,3 %) et de l'industrie automobile (+ 6,5 %). Les biens d'équipement (+ 2,4 %) et les biens de consommation (+ 3,9 %) connaissent également une nette croissance de leurs exportations.

### Des exportations concentrées dans les grandes entreprises et dans certains secteurs comme l'automobile

En 2004, les entreprises industrielles de 20 salariés et plus ont réalisé 40 % de leur chiffre d'affaires à l'exportation, soit 246 milliards d'euros. Dans le tissu industriel français, une entreprise sur deux exporte moins de 5 % de son chiffre d'affaires.

Les grandes entreprises de 250 salariés et plus assurent 80 % des exportations de l'industrie manufacturière. La moitié du chiffre d'affaires des grandes entreprises exportatrices provient de marchés étrangers, contre 39 % pour les PMI exportatrices de 20 à 249 salariés.

Le secteur des biens intermédiaires représente 36 % des exportations des entreprises industrielles. Avec un nombre restreint d'entreprises, l'industrie automobile assure le quart du chiffre d'affaires à l'exportation de l'industrie. Elle possède en outre le taux d'exportation le plus élevé de l'industrie, réalisant plus de 55 % de son chiffre d'affaires à l'exportation. Les équipementiers automobiles, en particulier, accroissent leurs débouchés à l'étranger. Dans ce secteur, 95 % des exportations viennent des entreprises de plus de 500 salariés.

À champ constant (note de la figure 2), les exportations de biens d'équipement progressent assez faiblement (+ 2,4 %), moins vite que celles de l'ensemble de l'industrie manufacturière en France (+ 5,4 %), en grande partie à cause de l'externalisation.

### Des exportations plus fortes en haute technologie

Les secteurs à forte valeur ajoutée technologique (moyenne-haute et haute technologie) sont composés de grandes entreprises et les entreprises exportatrices de ces secteurs ont un taux d'exportation moyen de plus de 50 %. La part des hautes technologies dans le total des exportations a fortement crû depuis 1996. Mais, avec l'explosion de la bulle Internet, cette part décroît depuis 2001 malgré un dynamisme soutenu à l'exportation dans la pharmacie, la parfumerie, les cosmétiques et l'aéronautique. Dans certains secteurs, comme l'édition et l'imprimerie, les possibilités d'exporter sont restreintes. D'autres secteurs, comme l'habillement ou les équipements du foyer, continuent de subir la forte concurrence des pays émergents, où les salaires sont beaucoup plus faibles qu'en France. Ainsi, dans les biens de consommation, les entreprises exportatrices consacrent seulement 38 % de leur chiffre d'affaires à l'exportation, contre 48 % pour l'ensemble de l'industrie.

### Pour en savoir plus

- \* Voir « Définitions » en annexe.
- Résultats de l'enquête annuelle d'entreprise 2004, site Internet du Sessi : [www.industrie.gouv.fr/sessi](http://www.industrie.gouv.fr/sessi)
- « L'industrie française en 2004-2005 », rapport 2005,
- [http://www.industrie.gouv.fr/observat/chiffres/panorama/pdf/if\\_2006.pdf](http://www.industrie.gouv.fr/observat/chiffres/panorama/pdf/if_2006.pdf)
- *Industries*, n°107, septembre 2005, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie,
- <http://www.industrie.gouv.fr/biblioth/docu/kiosque/cahiers/pdf/c107.pdf>

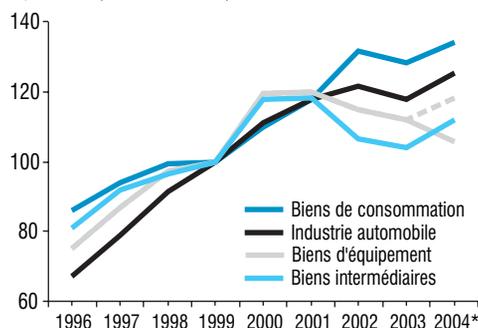
## 1 - Le chiffre d'affaires à l'exportation des entreprises industrielles en 2004

	Entreprises		Exportations			Entreprises exportatrices	
	nombre	%	€	%	export/CA %	part %	export/CA %
<b>Selon la taille de l'entreprise</b>							
20 à 49 salariés	10 916	53,5	7,2	2,9	15,0	38,6	32,1
50 à 99 salariés	4 150	20,3	8,9	3,6	21,3	52,8	35,7
100 à 249 salariés	2 919	14,3	22,6	9,2	30,9	66,4	43,0
<b>20 à 249 salariés</b>	<b>17 985</b>	<b>88,1</b>	<b>38,7</b>	<b>15,7</b>	<b>23,7</b>	<b>46,4</b>	<b>38,7</b>
250 à 499 salariés	1 042	5,1	25,4	10,3	36,5	75,2	45,8
500 à 999 salariés	499	2,4	32,2	13,1	38,8	79,6	47,4
1 000 salariés et plus	342	1,7	141,4	57,5	50,7	87,7	52,9
1 000 à 1 999 salariés	211	1,0	27,4	11,1	39,7	85,3	44,7
2 000 salariés et plus	130	0,6	114,0	46,4	13,1	92,3	55,4
<b>250 salariés et plus</b>	<b>1 883</b>	<b>9,2</b>	<b>196,4</b>	<b>79,8</b>	<b>45,5</b>	<b>78,7</b>	<b>50,9</b>
Hors tranches	546	2,7	8,3	3,4	31,9	75,6	44,3
<b>Selon l'intensité technologique</b>							
Faible technologie	8 783	43,0	36,2	14,7	26,7	42,6	40,0
Moyenne-faible technologie	7 503	36,8	54,5	22,2	32,3	51,3	41,3
Moyenne- haute technologie	2 343	11,5	101,7	41,3	50,9	64,5	55,4
Haute technologie	1 784	8,7	53,7	21,8	46,0	63,5	52,1
<b>Selon l'activité</b>							
Biens de consommation	4 575	22,4	37,9	15,4	28,4	46,4	38,3
Industrie automobile	542	2,7	62,3	25,3	55,7	59,6	57,4
Biens d'équipement	5 018	24,6	56,0	22,8	44,3	51,0	52,2
Biens intermédiaires	10 278	50,4	89,7	36,5	36,0	50,9	46,2
<b>Industrie manufacturière (hors IAA)</b>	<b>20 413</b>	<b>100,0</b>	<b>246,0</b>	<b>100,0</b>	<b>39,6</b>	<b>50,1</b>	<b>48,3</b>

Note : Les entreprises dites « hors tranches » sont essentiellement des donneurs d'ordres.  
 Champ : entreprises de 20 salariés et plus de l'industrie manufacturière hors agroalimentaire (IAA).  
 Source : Sessi - EAE.

## 2 - Le chiffre d'affaires à l'exportation\* des entreprises industrielles par secteur

Exportations (base 100 en 1999)

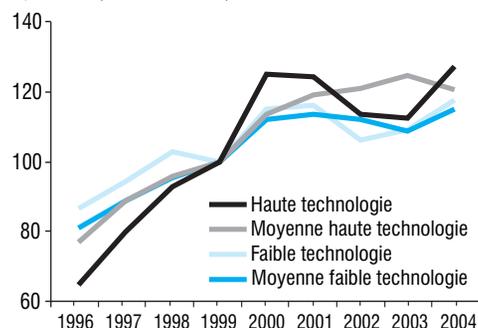


\* La part des exportations dans le chiffre d'affaires des biens d'équipement baisse en valeur en 2004, en raison de la sortie du champ des trois principales entreprises du secteur (IBM, HP et Bull). Effectivement, entre 2003 et 2004, ces entreprises ne sont plus recensées comme étant industrielles.

Champ : entreprises de 20 salariés et plus de l'industrie manufacturière (hors IAA) y compris entreprises hors tranches (essentiellement des donneurs d'ordres).  
 Source : Sessi-EAE.

## 3 - Le chiffre d'affaires à l'exportation des entreprises selon l'intensité technologique

Exportations (base 100 en 1999)



Champ : entreprises de 20 salariés et plus de l'industrie manufacturière (hors IAA) y compris entreprises hors tranches (essentiellement des donneurs d'ordres).  
 Source : Sessi - EAE.

## 4.B Les échanges industriels de la France par produit

### Un positionnement sectoriel encore favorable, mais moins que par le passé

La spécialisation sectorielle de la France se situe dans les produits de haute et moyenne technologies (aéronautique, automobile), les produits haut de gamme (cosmétiques, articles de mode) et les produits agroalimentaires.

Le positionnement sectoriel de la France à l'exportation demeure plutôt porteur : en 2004, 38 % des exportations françaises proviennent des secteurs qui ont accru de plus de 10 % leur part dans le commerce mondial entre 1994 et 2004, contre 26 % pour les secteurs dont la part dans les échanges mondiaux a baissé de plus de 10 %. Ce positionnement est toutefois moins favorable que par le passé. Hormis l'aéronautique, l'automobile et les produits pharmaceutiques, l'avantage de la France s'est globalement érodé pour certains produits dynamiques. Ainsi, les ventes françaises à l'étranger de matériel informatique, de l'électronique grand public et des composants électroniques, ont reculé en valeur entre 1998 et 2004 respectivement de 24 %, 12 % et 11 % alors qu'elles enregistraient des taux de croissance élevés au niveau mondial.

### Automobile : repli des exportations et de l'excédent

En 2005, les exportations de produits de l'industrie automobile se contractent de 3 %, alors que les importations progressent de 5 %. Tout en demeurant substantiel (8,5 milliards d'euros), l'excédent diminue de 3,7 milliards d'euros par rapport à 2004. Recevant plus de 80 % des exportations françaises de produits de l'automobile, le marché européen est demeuré peu porteur en 2005 pour les marques françaises, confrontées aux concurrences allemande et asiatique. L'installation dans les PECO des nouvelles unités de production des constructeurs européens et asiatiques engendre une rapide montée en puissance des importations en provenance de cette zone (+ 45 %).

### Pour en savoir plus

- \* Voir « Définitions » en annexe.
- Louvot C. : « Les comptes extérieurs de la France en 2005 », *Insee Première*, n° 1086, juin 2006.
- « Les résultats du commerce extérieur en 2005 », DGTPÉ, dossiers, avril 2006, site internet : [www.commerce-exterieur.gouv.fr](http://www.commerce-exterieur.gouv.fr)
- « Le chiffre du commerce extérieur », DGDDI ; site internet : [www.minefi.gouv.fr/douanes](http://www.minefi.gouv.fr/douanes)

### Biens de consommation : des échanges plus dynamiques

Les importations de biens de consommation progressent de 5 % en 2005, les exportations de 6 %. Ces chiffres reflètent le dynamisme persistant des échanges de produits pharmaceutiques, principal poste d'échanges, mais aussi des produits de l'image et du son. Malgré l'afflux des productions chinoises, les importations d'habillement et de chaussures affichent en 2005 une progression (+ 4 %) légèrement inférieure à celle des exportations (+ 5,5 %) et le déficit demeure quasiment inchangé (7,4 milliards d'euros).

Devenue le premier fournisseur de la France en biens de consommation, la Chine contribue pour plus de 15 % aux importations de la France, devançant largement l'Italie (11 %).

### Biens d'équipement : nouvelle hausse des importations

Malgré un léger recul de l'investissement industriel en France en 2005, les importations de biens d'équipement progressent (+ 6 %). Les importations d'équipements électriques, électroniques, mécaniques et surtout aéronautiques, en liaison avec la production d'Airbus, sont particulièrement dynamiques. La vigueur de la demande mondiale a un effet bénéfique sur les exportations, en hausse de 5 %.

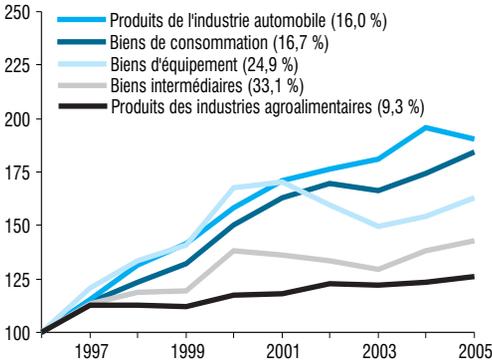
### Retour aux plus hauts niveaux pour l'aéronautique

Les exportations (23,1 milliards d'euros) et l'excédent de l'industrie aéronautique-spatiale (10,7 milliards d'euros) renouent en 2005 avec leur plus haut niveau historique atteint en 2001. Airbus a vendu 212 appareils en 2005, pour un montant de 13,2 milliards d'euros (+ 16 %). L'Asie, qui pourrait devenir dans un proche avenir le principal débouché aéronautique de la France, devant l'Europe, et l'Afrique ont constitué les deux pôles d'expansion des exportations aéronautiques françaises en 2005.

# Les échanges industriels de la France par produit 4.B

## 1 - Les exportations françaises de produits manufacturés

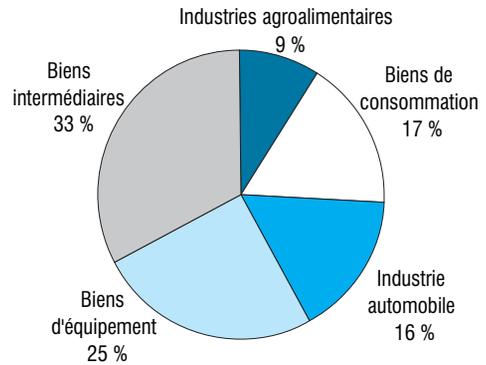
1996 = 100



Note : entre ( ) le poids en 2005 de ces produits dans les exportations de biens.

Source : Douanes (mai 2006).

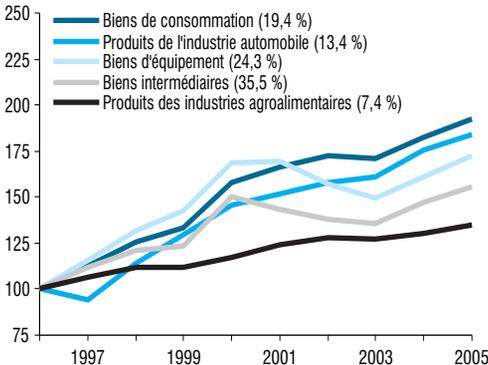
## 4 - Structure des exportations françaises en 2005



Source : Douanes (mai 2006).

## 2 - Les importations françaises de produits manufacturés

milliards d'euros

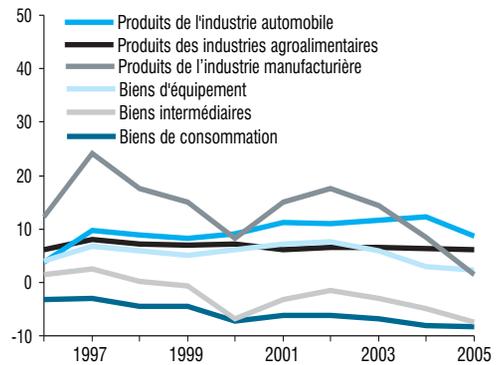


Note : entre ( ) le poids en 2005 de ces produits dans les échanges de biens.

Source : Douanes (mai 2006).

## 5 - Solde des échanges français de produits industriels

milliards d'euros



Note : industrie manufacturière civile, y compris IAA et hors énergie.

Source : Douanes (mai 2006).

## 3 - Commerce extérieur de la France (CAF-FAB)\*

	2005			Évolution 2005/2004	
	Export	Import milliards d'euros	Solde	Export %	Import %
Industries agroalimentaires	30,0	23,9	6,1	1,7	3,0
Biens de consommation	54,0	62,3	-8,3	5,9	5,4
Industrie automobile	51,7	43,1	8,6	-2,8	5,1
Biens d'équipement	80,6	78,3	2,3	5,9	7,0
Biens intermédiaires	107,0	114,3	-7,3	3,6	5,6
<b>Industrie manufacturière</b>	<b>323,3</b>	<b>321,9</b>	<b>1,4</b>	<b>3,2</b>	<b>5,6</b>
<b>Total des échanges FAB-FAB y c. mat. militaire</b>	<b>355,7</b>	<b>378,8</b>	<b>-23,1</b>	<b>4,2</b>	<b>9,4</b>

Source : Douanes (mai 2006).

## 4.C Les échanges industriels de la France par zone

### Une structure géographique plutôt défavorable

La demande mondiale adressée à la France, qui exprime ce que seraient les exportations françaises si la part de marché de la France chez chacun de ses partenaires demeurerait constante, évolue moins vite que le commerce mondial. Les zones où la présence française est forte (Europe, Afrique) ont compté parmi les moins dynamiques au cours des deux dernières décennies, et celles où sa présence est faible ont affiché les meilleurs taux de croissance. L'inadéquation de la structure géographique des exportations françaises à la dynamique de la demande mondiale exerce, en termes de parts de marché, un impact défavorable, au demeurant assez limité.

Le manque de réactivité de l'industrie française à l'accroissement de la demande mondiale amplifie le phénomène. La structure de l'appareil productif français, insuffisamment doté en entreprises moyennes (de 200 à 2 000 salariés) pourrait expliquer cette faiblesse, selon certains. Les entreprises moyennes sont, en règle générale, plus aptes que les petites à exporter vers les zones de croissance, lointaines et potentiellement risquées.

### Europe : décélération des échanges et réduction de l'excédent

En 2005, les échanges industriels de la France avec l'Europe ne progressent que faiblement. De + 5,1 % en 2004, le taux de croissance des exportations retombe à + 0,9 % en 2005. Tout en demeurant plus soutenue (+ 4,7 %), la hausse des importations s'infléchit aussi. Assurant plus de la moitié des échanges industriels français, la zone euro influe beaucoup sur leur évolution. Or, la demande mondiale de la zone euro demeure faible depuis trois ans et l'industrie française y cède de surcroît des parts de marché.

Les exportations françaises sont par ailleurs en repli avec le Royaume-Uni et la Suisse et, si elles demeurent porteuses avec les dix

nouveaux États membres de l'Union, les parts de marché de la France s'y amenuisent en 2005.

Encore largement excédentaires deux ans auparavant, les échanges industriels français avec l'Europe deviennent déficitaires en 2005 (- 2,9 milliards d'euros). Le déficit avec la zone euro se creuse de cinq milliards en 2005, pour atteindre 13,8 milliards d'euros. Le déséquilibre des échanges avec l'Allemagne se chiffre à lui seul à 14,6 milliards d'euros.

### Asie : hausse des flux et du déficit

La dynamique asiatique se reflète dans les échanges de produits industriels de la France avec cette zone, de nouveau en forte hausse en 2005, en premier lieu avec la Chine et l'Inde, mais aussi la Thaïlande et la Malaisie. Constituant moins de 10 % des exportations mondiales de la France, l'Asie a absorbé près de la moitié de la hausse des exportations françaises en 2005. Ces dernières y ont progressé de 16 % en valeur. Toutefois, la part de marché de la France continue de s'y réduire. Les importations en provenance d'Asie (50 milliards d'euros) augmentent de 12 % en 2005. Les trois quarts de cette évolution reviennent à la Chine.

Largement imputable aux biens de consommation, le déficit industriel avec l'Asie se creuse de 1,2 milliard d'euros en 2005, pour frôler 20 milliards d'euros, dont 15 avec la Chine.

### Un point de soutien : l'Amérique

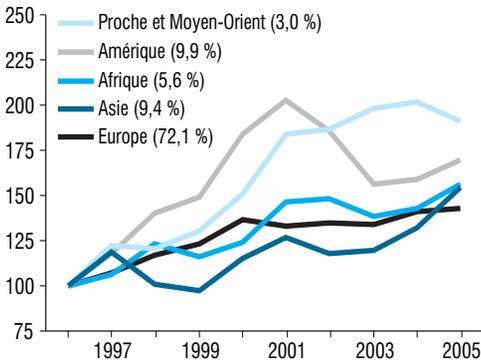
Le dynamisme de la demande intérieure, tant aux États-Unis que dans les principaux pays d'Amérique du Sud, exerce un effet positif sur les exportations industrielles françaises, qui progressent de près de 7 % vers ce continent en 2005. Les importations évoluant faiblement, l'excédent industriel français avec l'Amérique s'étoffe en 2005, pour atteindre 3,4 milliards d'euros. ■

### Pour en savoir plus

- Valersteinas B. : « La France dans la compétition économique mondiale », dans « L'industrie en France et la mondialisation », *Chiffres clés Analyse*, Sessi, édition 2005.
- Commerce en valeur par sections de la CTCL, OCDE, voir [www.oecd.org](http://www.oecd.org).
- Louvot C. : « Les comptes extérieurs de la France en 2005 », *Insee première*, n° 1086, juin 2006.

## 1 - Exportations françaises de produits manufacturés par zone géographique

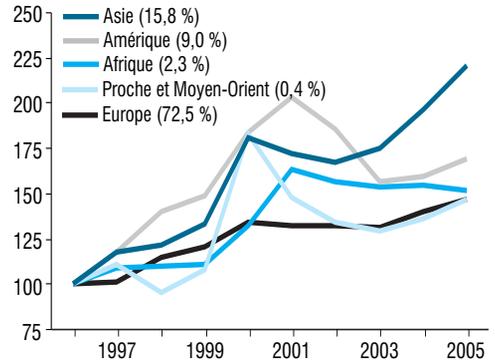
base 100 en 1996



Note : entre ( ) le poids en 2005 de la zone dans les exportations manufacturières françaises, y compris les IAA.  
Source : Douanes (mai 2006).

## 3 - Importations françaises de produits manufacturés par zone géographique

base 100 en 1996



Note : entre ( ) le poids en 2005 de la zone dans les importations manufacturières françaises, y compris les IAA.  
Source : Douanes (mars 2006).

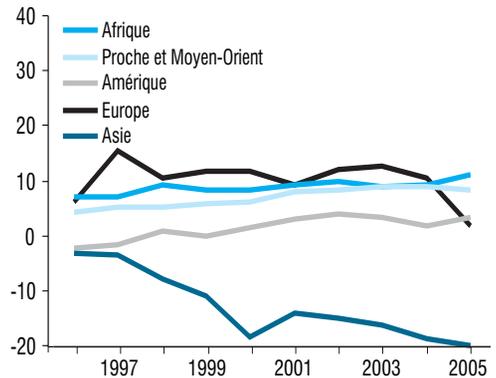
## 2 - Échanges de produits manufacturés de la France avec ses principaux partenaires

	Valeurs (G€) 2005			Taux de couverture 2005 (%)
	Exportations	Importations	Solde	
<b>Europe</b>	<b>211,7</b>	<b>214,6</b>	<b>-2,9</b>	<b>98,6</b>
<b>dont zone euro</b>	<b>161,2</b>	<b>175,0</b>	<b>-13,8</b>	<b>92,1</b>
Allemagne	47,9	62,5	-14,6	76,6
Italie	28,1	32,1	-4,0	87,5
<b>OCDE hors Europe</b>	<b>41,8</b>	<b>41,6</b>	<b>0,2</b>	<b>100,5</b>
États-Unis	23,0	21,4	1,6	107,5
Japon	5,2	10,3	-5,1	50,5
<b>Pays hors OCDE</b>	<b>65,1</b>	<b>59,0</b>	<b>6,1</b>	<b>110,3</b>
Chine	5,6	20,7	-15,1	27,1
Russie	3,3	0,9	2,4	366,7
<b>Monde</b>	<b>323,2</b>	<b>321,8</b>	<b>1,4</b>	<b>100,4</b>

Champ : produits manufacturés, y compris IAA.  
Source : Douanes (mai 2006).

## 4 - Soldes des échanges de produits manufacturés français par zone géographique

milliards d'euros



Champ : produits manufacturés, y compris les IAA.  
Source : Douanes (mars 2006).

## 4.D France-Allemagne : dynamique des exportations

### Une progression plus lente en France

Depuis le début des années 2000, les exportations françaises progressent nettement moins vite que les exportations allemandes (figure 1). Une analyse économétrique menée au niveau d'un millier de secteurs permet de repérer l'origine d'un écart que les seuls déterminants macroéconomiques, largement similaires, ne semblent pas pouvoir expliquer. En effet, les chocs de change sont communs depuis l'introduction de l'euro. L'écart d'inflation est trop faible pour dissocier les évolutions des taux de change réels. L'Allemagne a peu amélioré sa compétitivité-coût relative dans les années récentes.

Le Cepii a donc étudié dans quelle mesure les performances relatives de la France et de l'Allemagne peuvent s'expliquer par :

- l'existence de chocs différents ;
- des écarts de spécialisation ;
- des sensibilités ou élasticités des exportations (prix et quantités) différentes ;
- la combinaison des deux éléments précédents, la spécialisation dans des catégories de produits dont la demande est plus ou moins sensible au prix amplifiant l'impact d'un choc donné.

### Des effets de spécialisations spatiales ou sectorielles limités

La plus grande présence commerciale sur certains marchés émergents, dans les pays d'Europe centrale et orientale mais aussi en Chine, favorise l'Allemagne. Mais cet avantage de spécialisation géographique est modéré : la France a plus bénéficié du dynamisme espagnol par exemple et surtout une large part des exportations des deux pays est destinée à des pays de l'Union européenne assez similaires en termes de dynamique de la demande. Évidemment, la faiblesse de la demande allemande a pesé sur les exportations françaises (figure 2).

### Pour en savoir plus

- Gaulier G., Lahrière-Révil A. et Méjean I. : « Les élasticités-prix et revenu des exportations en France et en Allemagne... » *Cepii*, lettre n° 249, octobre 2005. <http://www.cepii.fr/francgraph/publications/lettre/pdf/2005/let249.pdf>
- Artus P. et Fontagné L. : « Une analyse de l'évolution récente du commerce extérieur français », contribution au rapport du CAE, à paraître. <http://www.cae.gouv.fr>
- Bessone A.-J. et Heitz B. : « Exportations : Allemagne1 France 0 », *Note de conjoncture*, Insee, juin 2005.
- Rapport CPCI 2005 : fiche 42A page 112. <http://www.industrie.gouv.fr/observat/bilans/bord/cpci2005/som.htm>
- Artus P., Dot N. : « Pertes de parts de marché de la France... » *CDC, Flash Ixis* n° 328, septembre 2005.

La spécialisation allemande dans les biens d'équipement professionnel a été un atout pour répondre à la demande des pays émergents mais la France a, elle aussi, bénéficié de sa spécialisation dans certains secteurs porteurs comme la pharmacie.

Depuis dix ans, les prix des produits exportés par l'Allemagne sont, en moyenne, de 5% supérieurs à ceux des produits français similaires (figure 3).

L'analyse économétrique fait d'abord ressortir que les exportateurs français sont, plus souvent que leurs concurrents allemands, contraints d'amortir l'impact des fluctuations de change sur leurs prix en monnaie étrangère, en modifiant leurs marges. Ce comportement d'adaptation des prix aux marchés est révélateur d'une moindre maîtrise du marché par les firmes françaises, due pour l'essentiel à leur moindre taille.

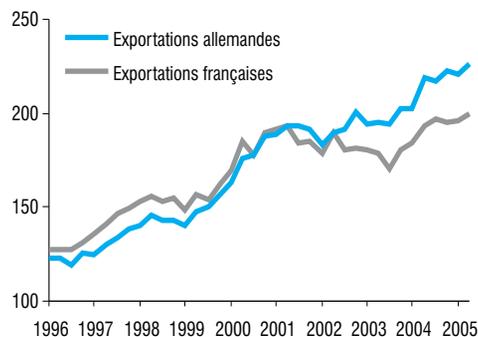
Les élasticités-prix estimées sont assez proches, avec peut-être une sensibilité aux prix légèrement plus élevée pour la France, produit par produit, qui est plus que compensée par une plus grande spécialisation de la France sur des produits à faible élasticité (dans l'agroalimentaire notamment).

### Une moindre capacité à capter une demande mondiale croissante

Les écarts d'élasticité au revenu semblent par contre jouer un rôle important. D'une part les exportations françaises répondent relativement faiblement à un choc de demande donné ; d'autre part la France est plus souvent spécialisée dans des secteurs peu sensibles aux revenus. Il apparaît que la raison essentielle de la contre-performance récente de la France réside dans sa moindre capacité à capter une demande mondiale croissante (figure 4). ■

## 1 - Exportations françaises et allemandes

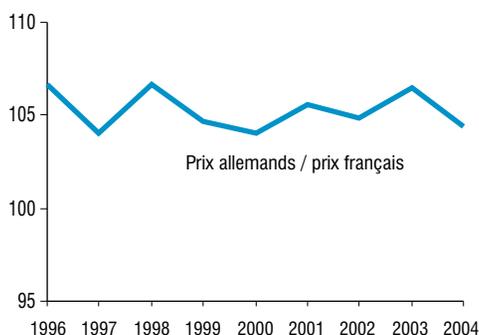
euros courants (1991=100)



Champ : entreprises industrielles résidentes.

Source : FMI, *Statistiques financières internationales* (moyennes mobiles sur 4 mois).

## 3 - Niveau de prix des exportations allemandes comparé à celui des exportations françaises



Champ : entreprises industrielles résidentes.

Source : Données BACI. Calculs des auteurs de l'étude. Médiane pondérée des valeurs unitaires relatives sur les marchés élémentaires (code produit à 6 chiffres du Système harmonisé et par destination).

## 2 - Décomposition géographique des exportations

% de la valeur totale exportée en 2002-2003

	France	Allemagne
Allemagne	15,1	0,0
France	0,0	9,7
Royaume-Uni	10,3	8,3
Italie	9,7	7,8
Espagne	10,4	5,0
Pays intermédiaires UE15	14,1	13,9
Petits pays UE15	5,5	10,2
<b>Total UE15</b>	<b>65,1</b>	<b>54,9</b>
Nouveaux États membres UE	3,8	8,6
Suisse	2,8	4,4
États-Unis	8,1	10,5
Canada	1,0	0,9
Japon	1,7	2,0
Chine	1,2	2,8
Corée	0,7	0,9
Autres OCDE	2,8	3,9
Brésil, Russie, Inde	1,8	2,9
Reste du monde	10,9	8,2

Sources : Cepii - *Étude sur les élasticités-prix et revenu des exportations en France et en Allemagne et contribution au rapport du CAE*.

## 4 - Impact simulé des variations de compétitivité et de demande adressée sur les exportations françaises et allemandes

volume, % cumulés

Impact de	Périodes	France	Allemagne	Écart
Taux de change réel (1)	1994-1998	1,8	4,5	-2,7
	1999-2003	0,1	1,6	-1,5
Coût salarial unitaire (2)	1994-1998	7,1	-1,5	8,6
	1999-2003	1,8	-3,2	5,0
Demande adressée (3)	1994-1998	8,7	26,2	17,5
	1999-2003	9,3	29,7	20,4
Total simulé (1)+(2)+(3)	1994-1998	17,6	29,2	11,6
	1999-2003	11,2	28,2	17,0
Total observé	1994-1998	39,1	35,8	3,2
	1999-2003	12,4	29,2	16,8
Écart observé / simulé	1994-1998	21,5	6,6	14,8
	1999-2003	1,2	1,1	0,2

L'analyse économétrique menée dans cette étude consiste en l'estimation, pour la France et l'Allemagne, d'équations d'exportations pour un millier de groupes de produits. Ce niveau de détail permet de prendre en compte un ensemble de spécificités difficilement observables et susceptibles de biaiser les estimations de la sensibilité des prix au taux de change ou les élasticités prix et revenu de la demande d'exportations.

Sources : Cepii - *Étude sur les élasticités aux prix et revenus des exportations en France et en Allemagne et contribution au rapport du CAE*.

## 4.E Les échanges industriels avec les Nouveaux États membres

### Forte croissance des importations et déclin de l'excédent en 2005

En dix ans, les échanges industriels de la France avec les dix Nouveaux États membres (NEM) de l'Union européenne ont plus que triplé, pour atteindre 12,8 milliards d'euros à l'exportation et 12 milliards d'euros à l'importation en 2005. Après avoir fléchi en début de décennie, la croissance des échanges est repartie à la hausse en 2004, date de l'entrée des NEM dans l'Union européenne. En 2005, le taux de croissance des échanges industriels de la France avec les NEM (+ 17 %) est trois fois plus élevé qu'avec l'ensemble des pays.

Stimulées par les investissements et les aides de l'UE, les économies des NEM se développent rapidement, ce qui est favorable aux exportations de leurs partenaires. La France y augmente ses ventes de 9 % en 2005. Toutefois, le développement des investissements étrangers dans les NEM engendre aussi une hausse rapide de leurs exportations. En 2005, leurs ventes de biens manufacturés à la France s'accroissent de 28 %.

Un tel décalage de croissance entre les exportations (+ 9 %) et les importations (+ 28 %) est un phénomène nouveau qui engendre une forte chute de l'excédent français. Ce dernier retombe à 0,7 milliard d'euros en 2005, après s'être maintenu autour de deux milliards d'euros pendant dix ans. Toutefois, la montée en puissance des importations de biens intermédiaires et d'équipement en provenance des NEM exerce une influence favorable sur les coûts de production de l'industrie française et améliore sa compétitivité.

### Des échanges encore modestes et concentrés sur quelques pays

Les échanges avec les NEM demeurent modestes. En 2005, seulement 4 % des exportations industrielles françaises leur sont destinées et 3,8 % des importations en proviennent.

Les échanges se concentrent sur trois pays : la Pologne, la République tchèque et la Hongrie.

En 2005, ces pays représentent près des trois quarts des échanges industriels français avec les NEM. Plus vaste marché, la Pologne se détache nettement : 31 % des importations et 36 % des exportations industrielles françaises se font avec ce pays. La part de marché de la France en Pologne s'est renforcée, passant de 5,1 % en 1995 à 7,2 % en 2004, performance supérieure à celle réalisée avec l'ensemble des NEM, où la part de marché de la France passe de 5,1 % à 5,9 %.

La France améliore aussi ses positions en République tchèque et en Hongrie. Sa part dans les importations de ces pays s'élève à 5 % et 5,2 % en 2004. Les échanges avec la République tchèque sont particulièrement actifs, surtout à l'importation. Les importations en provenance de ce pays ont quasiment doublé en deux ans et représentent plus du quart des achats de la France aux NEM en 2005. La France y achète de plus en plus de matériel informatique (0,7 milliard d'euros en 2005 ; soit onze fois plus qu'en 2003) et de produits automobiles. Encore excédentaires en 2004, les échanges avec ce pays affichent un déficit de 0,6 milliard d'euros en 2005.

### Prédominance des biens intermédiaires

La part des biens intermédiaires dans les exportations industrielles françaises aux NEM est passée de 31 % en 1993 à 41 % en 2005 et de 30 % à 35 % à l'importation. Les produits électriques et électroniques et les produits chimiques en sont les grands bénéficiaires.

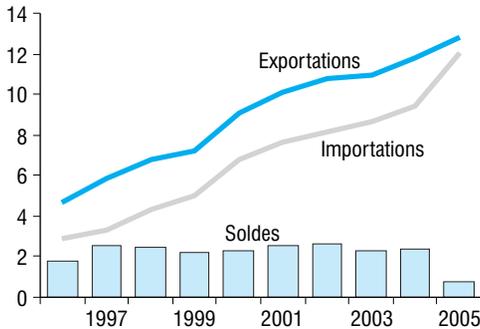
Le développement de réseaux de production paneuropéens a un impact important sur les échanges bilatéraux, notamment avec la montée en puissance des flux intragroupe. Les technologies de l'information et de la communication, et plus encore l'automobile, illustrent ce processus. Les constructeurs automobiles européens, dont les français, spécialisent leurs unités d'Europe de l'Est dans la fabrication des petits modèles. Ils y bénéficient de coûts de production réduits et desservent l'ensemble des pays européens. ■

### Pour en savoir plus

- Sachwald F. : « Localisation de la production en Europe », dans « L'industrie en France et la mondialisation », *Chiffres Clés Analyse*, Sessi, édition 2005.

## 1 - Échanges industriels français avec les Nouveaux États membres

milliards d'euros



Champ : produits manufacturés, y compris les IAA.  
Source : Douanes (mars 2006).

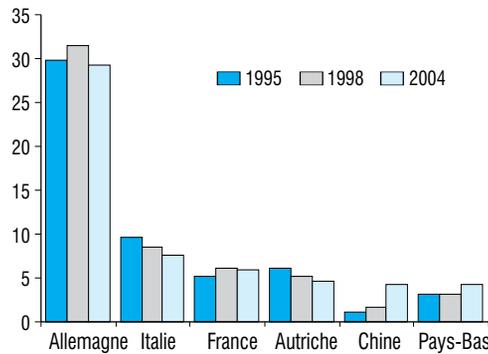
## 4 - Échanges industriels français par pays en 2005

	Exportations (M€)	Importations (M€)	Soldes (M€)
Pologne	4 543	3 698	845
République tchèque	2 530	3 177	-647
Hongrie	2 248	2 369	-121
Slovénie	1 311	1 056	255
Slovaquie	814	867	-53
Malte	451	284	167
Lituanie	312	419	-107
Chypre	237	20	217
Estonie	182	80	102
Lettonie	150	60	90
<b>Total</b>	<b>12 778</b>	<b>12 030</b>	<b>748</b>

Champ : produits manufacturés, y compris IAA.  
Source : Douanes (mars 2006).

## 2 - Parts de marché industriel des principaux pays fournisseurs des NEM

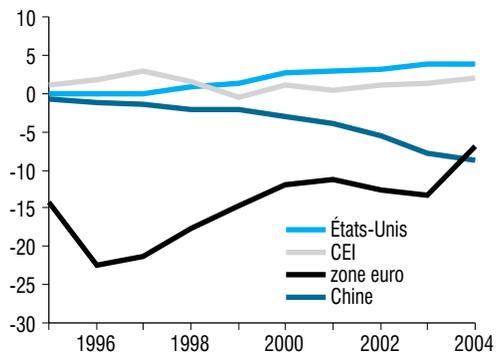
%



Champ : produits manufacturés, y compris les IAA.  
Source : Cepii (base de données Chelem).

## 5 - Soldes industriels des NEM avec leurs principaux partenaires

milliards de dollars



Champ : produits manufacturés, y compris les IAA.  
Source : Cepii (base de données Chelem).

## 3 - Composition sectorielle des échanges industriels de la France avec les Nouveaux États membres en 2005

	Exportations (en %)	Importations (en %)	Solde (M€)	Taux de couverture
Agroalimentaire	3,6	3,4	45	111,0
Biens de consommation	15,2	20,7	-548	78,0
Industrie automobile	21,1	17,7	561	126,4
Biens d'équipement	18,9	23,2	-378	86,5
Biens intermédiaires	41,3	35,0	1 068	125,4
<b>Total industrie</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>748</b>	<b>106,2</b>

Source : Douanes (mars 2006).

## 4.F Les échanges industriels avec la Chine

### La Chine, atelier d'assemblage des pays industrialisés d'Asie

Le rôle de la Chine en tant qu'assembleur final dans le processus de production en Asie influe beaucoup sur la distribution des exportations des pays asiatiques vers l'Occident. Tandis que les importations françaises en provenance de Chine augmentent à vive allure depuis 2000, elles baissent légèrement avec les autres pays d'Asie, principalement avec les pays industrialisés qui ont délocalisé en Chine l'assemblage de certaines de leurs fabrications, dont l'électronique. Les importations en provenance de Chine se substituent ainsi en partie à celles d'autres pays asiatiques. En 2005, la Chine représente désormais 41 % des importations françaises provenant d'Asie de produits manufacturés, alors qu'elle n'en constituait que le quart en 2000.

### Sixième fournisseur de produits industriels de la France

Devenue le sixième fournisseur de produits industriels de la France, la Chine a contribué au quart de la hausse des importations françaises en 2005, portant sa part de marché à 6,9 %. La hausse des importations en provenance de Chine s'est accélérée en 2005, atteignant + 26 %. La levée des quotas textiles a engendré de vives progressions des achats de vêtements-chaussures (+ 30 %) et de produits textiles (+ 70 %). Les produits du son et de l'image, qui enregistrent une nouvelle et forte progression, et la bureautique, principal poste d'importation, attestent une certaine montée en gamme des productions chinoises, liée en partie à la réallocation des ressources entre pays asiatiques.

### Une percée chinoise qui s'effectue d'abord au détriment des pays industrialisés

La montée en puissance de la Chine dans les importations françaises s'affirme d'année en année. Entre 2002 et 2005, 30 % de l'augmentation des importations françaises de produits manufacturés s'est faite en

provenance de Chine (+ 9,2 milliards d'euros). Une croissance en valeur d'autant plus significative qu'elle s'est réalisée dans une période d'appréciation de l'euro par rapport au dollar et au yuan chinois, arrimé au dollar : la hausse des quantités importées est encore plus vive.

La poussée des importations en provenance de Chine s'est réalisée surtout au détriment des pays développés (Amérique du Nord, Asie) dont la part dans les importations françaises a baissé de trois points et demi sur la période, pour s'établir à 80 % en 2005. Son impact est apparemment plus mesuré sur les importations en provenance des autres pays émergents, dont la part progresse légèrement sur la période. La Chine représente en 2005 plus du tiers des achats français de biens manufacturés aux pays émergents, contre un quart en 2002.

### Des exportations moins dynamiques en 2005

Après avoir augmenté de 15 % en 2004, les exportations françaises de produits manufacturés vers la Chine ont progressé plus modérément en 2005 (+ 9 %), en raison d'une brusque contraction de la demande chinoise en biens d'équipement industriel. Dans ce contexte, un peu plus favorable à la spécialisation sectorielle française plutôt qu'allemande, la France est parvenue à maintenir sa part du marché chinois à 1,37 %, alors que la part de marché allemande refluit de 5,4 % à 4,6 %. Les exportations françaises sont demeurées bien orientées dans les secteurs de l'aéronautique, des équipements de l'automobile, des composants électroniques et de la chimie-pharmacie.

### Un déficit de plus en plus lourd

Accélération des achats et décélération des ventes ont pesé sur le déficit bilatéral de la France, qui s'est creusé de 3,8 milliards d'euros, pour atteindre 15 milliards d'euros. La Chine devient ainsi la principale source déficitaire de la France, devant l'Allemagne. ■

### Pour en savoir plus

- Lemoine F. : *La montée de la Chine dans les échanges mondiaux*, dans « L'industrie en France et la mondialisation », *Chiffres Clés Analyse*, Sessi, édition 2005.
- « Les échanges commerciaux entre la France et la Chine en 2005 », *Missions économiques*, Minefi, février 2006.

## 1 - Structure sectorielle des exportations françaises en 2005

	%	
	en Chine	dans le monde
Industries agroalimentaires	3,5	9,3
Biens de consommation	8,3	16,7
Automobile	6,0	16,0
Biens d'équipement	48,1	24,9
Biens intermédiaires	34,2	33,1
<b>Total (en millions d'euros)</b>	<b>5 647</b>	<b>322 318</b>

Source : Douanes (mars 2006).

## 4 - Échanges industriels France-Chine



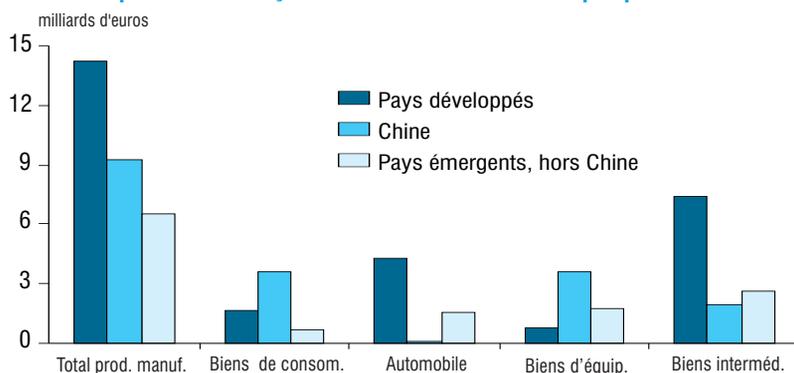
Source : Douanes (mars 2006).

## 2 - Les échanges France-Chine par secteur d'activité

	2005 (M€)			Évolution 05/04 (%)	
	Exports	Imports	Solde	Exports	Imports
<b>Industries agroalimentaires</b>	<b>196</b>	<b>223</b>	<b>-27</b>	<b>29,5</b>	<b>26,8</b>
<b>Biens de consommation</b>	<b>467</b>	<b>9 534</b>	<b>-9 067</b>	<b>11,2</b>	<b>27,6</b>
Habillement, cuir	33	4 035	-4 001	24,1	34,6
Édition, imprimerie, reproduction	4	71	-68	-5,5	12,3
Pharmacie, parfumerie et entretien	222	233	-11	31,1	33,2
Industries des équipements du foyer	207	5 195	-4 987	-5,5	22,6
<b>Automobile</b>	<b>339</b>	<b>96</b>	<b>243</b>	<b>15,2</b>	<b>76,5</b>
<b>Biens d'équipement</b>	<b>2 716</b>	<b>6 266</b>	<b>-3 550</b>	<b>-0,9</b>	<b>21,0</b>
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	1 302	275	1 026	8,1	77,1
Industries des équipements mécaniques	947	808	139	-5,0	10,7
Industries des équipements électriques et électroniques	467	5 183	-4 716	-13,4	20,7
<b>Biens intermédiaires</b>	<b>1 930</b>	<b>4 576</b>	<b>-2 646</b>	<b>24,2</b>	<b>30,9</b>
Industries des produits minéraux	63	324	-261	-3,3	64,6
Industrie textile	104	984	-880	23,3	69,3
Industries du bois et du papier	74	260	-185	-2,3	34,7
Chimie, caoutchouc et plastiques	534	1 073	-539	23,3	29,3
Métallurgie et transformation des métaux	472	879	-407	50,8	28,3
Industries des composants électriques et électroniques	683	1 057	-374	17,4	4,5
<b>Industrie manufacturière hors énergie</b>	<b>5 647</b>	<b>20 695</b>	<b>-15 048</b>	<b>9,4</b>	<b>26,3</b>

Source : Douanes (données CAF-FAB, mars 2006)

## 3 - Évolution\* des importations françaises de biens manufacturés par provenance et secteur



\* entre 2002 et 2005

Source : Douanes (mars 2006).

## 4.G Les échanges industriels avec l'Inde

### Inde : l'industrie manufacturière à l'écart de la globalisation

En 2005, malgré leur accélération récente, les échanges de produits manufacturés de l'Inde ne représentent que 0,9 % des échanges mondiaux. Cette faible part s'explique par l'étroitesse du secteur manufacturier indien, qui contribue pour 16 % en 2004 au PIB du pays (Chine : 38 %). De plus, les spécialisations indiennes restent axées sur des secteurs (textile-habillement, IAA, sidérurgie) parmi les moins porteurs des échanges mondiaux. Par ailleurs, en matière de développement technologique, l'Inde a opté pour une stratégie éloignée de celle des pays asiatiques en développement. Plutôt que de déployer, à l'instar de la Chine, une activité d'assembleur final de composants importés en vue de leur réexportation sous forme de produits finis, l'Inde s'est spécialisée dans l'industrie chimique et pharmaceutique, maîtrisant l'ensemble de la filière de production. S'il en résulte un moindre essor des échanges industriels, ses exportations représentent, par contre, près de la moitié de la valeur ajoutée manufacturière indienne, taux proche de celui de la Chine.

Le développement économique de l'Inde est centré sur la croissance des services. Ces derniers constituent l'un de ses principaux atouts à l'exportation. L'Inde est devenue en peu de temps le premier exportateur mondial de services aux entreprises (informatique). Conséquence de ce choix, l'industrie reste plutôt en retrait et peu productive. La croissance du marché intérieur indien et son ouverture progressive constituent ainsi une opportunité pour l'industrie étrangère. Toutefois, ce sont les pays en développement d'Asie qui bénéficient actuellement de l'ouverture du marché indien, la part des pays de l'OCDE dans les importations indiennes de produits manufacturés reculant rapidement.

### Un partenaire encore mineur pour la France

En dépit de leur accélération depuis 2003, les échanges de produits manufacturés entre la

France et l'Inde demeurent peu élevés. En 2005, l'Inde est le trente-troisième client de la France et son vingt-huitième fournisseur. La France y achemine 0,55 % de ses exportations de biens manufacturés (0,32 % en 2003) et en reçoit 0,60 % de ses importations (0,50 % en 2003). Bien qu'ils soient encore modestes, les échanges France-Inde se développent vivement. Ainsi, depuis 2003, la hausse des exportations vers l'Inde (+ 0,8 milliard d'euros) est proche de celle constatée avec la Chine. Contrairement à beaucoup de pays de l'OCDE, la France est parvenue depuis 2003 à maintenir sa part de marché dans les importations indiennes de produits manufacturés, aux alentours de 1,8 %. Les ventes de produits aéronautiques y ont largement contribué, ainsi que les investissements français en Inde, qui positionnent la France au neuvième rang des investisseurs étrangers fin 2005.

### Concentrés sur quelques produits, les échanges France-Inde s'intensifient

Les échanges de produits manufacturés entre la France et l'Inde font preuve d'une grande vigueur depuis fin 2003.

En 2005, les exportations françaises (1,8 milliard d'euros) se sont accrues de 43 % et les importations (1,9 milliard d'euros) ont augmenté de 20 %. Le déficit français, qui oscillait autour de 0,5 milliard d'euros ces dernières années, retombe à 0,15 milliard en 2005 en raison du niveau exceptionnel des ventes aéronautiques.

Les achats de l'Inde à la France portent essentiellement sur les biens d'équipement (aéronautique, équipements mécaniques, appareils de contrôle et de mesure, du son et de l'image, en liaison avec la reprise de l'investissement industriel dans le pays) et sur les biens intermédiaires (transformation de l'acier, produits de la chimie). Les ventes de l'Inde se concentrent pour plus de moitié sur le textile-habillement et, dans une moindre mesure, sur les produits chimiques et métallurgiques. ■

### Pour en savoir plus

- Chauvin S. et Lemoine F. : « L'économie indienne : changement structurel », *document 2005-04*, Cepii ([www.cepii.fr](http://www.cepii.fr)).

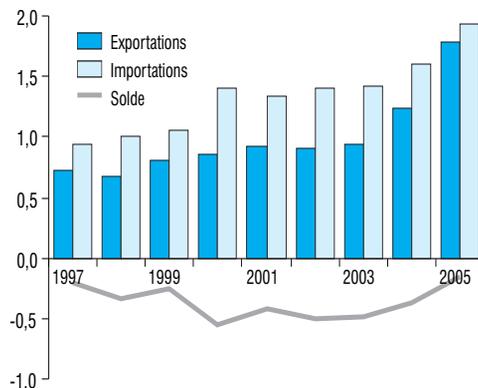
## 1 - Structure sectorielle des échanges industriels France-Inde en 2005

	exportations %	importations %
IAA	1,1	8,5
Biens de consommation	7,7	47,9
Automobile	1,5	1,6
Biens d'équipement	56,0	6,1
Biens intermédiaires	33,6	36,1
<b>Total (millions d'euros)</b>	<b>1 779</b>	<b>1 926</b>

Source : Douanes (mai 2006).

## 3 - Les échanges commerciaux France-Inde de 1997 à 2005

milliards d'euros



Source : Douanes (juin 2005).

## 2 - Les échanges industriels France-Inde en 2005

	2005 (M€)			Taux de couverture (%)	Évolution 05/04	
	Exports	Imports	Solde		Exports (%)	Imports (%)
<b>Industries agroalimentaires</b>	<b>19</b>	<b>164</b>	<b>-145</b>	<b>12</b>	<b>21</b>	<b>20</b>
<b>Biens de consommation</b>	<b>138</b>	<b>921</b>	<b>-784</b>	<b>15</b>	<b>23</b>	<b>24</b>
Habillement, cuir	5	778	-773	1	24	25
Édition, imprimerie, reproduction	15	2	13	761	266	33
Pharmacie, parfumerie et entretien	57	19	37	292	27	12
Industries des équipements du foyer	61	122	-61	50	3	19
<b>Automobile</b>	<b>27</b>	<b>30</b>	<b>-3</b>	<b>90</b>	<b>-23</b>	<b>21</b>
<b>Biens d'équipement</b>	<b>997</b>	<b>117</b>	<b>880</b>	<b>855</b>	<b>83</b>	<b>47</b>
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	472	18	455	2 667	432	31
Industries des équipements mécaniques	255	60	195	422	21	43
Industries des équip. électriques et électroniques	270	38	231	702	10	64
<b>Biens intermédiaires</b>	<b>598</b>	<b>695</b>	<b>-96</b>	<b>86</b>	<b>12</b>	<b>13</b>
Industries des produits minéraux	34	37	-3	93	27	21
Industrie textile	10	284	-275	3	-11	-1
Industries du bois et du papier	18	12	6	147	-34	-9
Chimie, caoutchouc et plastiques	209	213	-4	98	13	22
Métallurgie et transformation des métaux	188	106	81	177	35	37
Industries des composants	139	42	97	333	-3	25
<b>Industrie manufacturière</b>	<b>1 779</b>	<b>1 926</b>	<b>-147</b>	<b>92</b>	<b>43</b>	<b>20</b>

Source : Douanes (mai 2006).

## 4.H Les parts de marché de la France

### Nouveau recul en 2005

La part de la France dans les exportations mondiales de biens manufacturés en valeur s'est établie, selon l'OMC, à 5,2 % en 2005, contre 5,6 % en 2003 et 6,4 % en 1996. Hormis l'Allemagne, tous les grands pays industrialisés enregistrent aussi un tassement de la part de leurs exportations dans l'ensemble des échanges mondiaux. Offrant de faibles coûts de production, les pays en développement captent une part croissante des investissements directs étrangers et des échanges mondiaux. Ainsi, la part des exportations de la Chine dans les échanges de produits manufacturés est passée de 3,3 % à 9 % entre 1996 et 2005.

Mais les parts de marché\* de la France se replient également par rapport aux pays développés. La part de marché en valeur de la France rapportée à celle des pays de l'OCDE pour les biens et services passe de 7,4 % en 2004 à 7,2 % en 2005, venant de 8,1 % en 1998. Aux prix de l'année 1995, la part de marché de la France s'établit à 7,4 % en 2005, contre 7,5 % en 2004. L'appréciation de l'euro depuis 2002 constitue un frein aux exportations. Toutefois, soumise à la même contrainte monétaire, l'Allemagne a porté sa part de marché de 12,6 % à 14 % entre 2001 et 2005.

### Repli des positions françaises dans les échanges de produits de haute technologie

Le positionnement sectoriel de la France demeure encore globalement porteur. Plus de 60 % des exportations françaises sont composées de biens qui ont enregistré au cours de la dernière décennie une forte croissance dans les échanges mondiaux.

Toutefois, l'avantage de la France s'est globalement érodé dans la catégorie des produits de haute technologie et à fort potentiel de croissance, hormis les produits aéronautiques et pharmaceutiques. Au cours de la période 1998-2004, les exportations françaises de produits de haute technologie ont progressé de 30 % en valeur, mais la demande mondiale s'accroissait des deux tiers dans le même temps. Ainsi, depuis 1998, la

part de la France dans les exportations mondiales s'est réduite de moitié pour le matériel informatique, l'électronique grand public et les composants électroniques, et a baissé de 40 % pour le matériel de télécommunication.

### Repli de la part de marché française pour les biens d'équipement

Malgré de solides positions dans la construction aéronautique et spatiale, la part de la France dans le marché mondial des biens d'équipement est passée de 5,9 % à 4,9 % entre 1998 et 2003. Au cours de cette période, la France a perdu des parts de marché dans les équipements électriques et électroniques et les équipements mécaniques.

La part de marché française pour les équipements mécaniques s'établit à 4,7 % en 2004, contre 5,6 % en 1998. Les positions françaises se sont repliées et sont particulièrement faibles pour les machines-outils (2,6 %) et les machines spécialisées (3,6 %). D'autres grands pays industrialisés, qui ont davantage axé leurs efforts sur les zones porteuses pour ce type de biens, ont obtenu de meilleurs résultats. Ainsi, l'Allemagne a pu maintenir sa part des exportations mondiales d'équipements mécaniques à 18 % entre 1998 et 2004, grâce à une bonne implantation dans les PECO et en Chine. Le Japon a porté la sienne de 10 % à 11 %, et l'Italie maintenu la sienne au-dessus de 9 %. ■

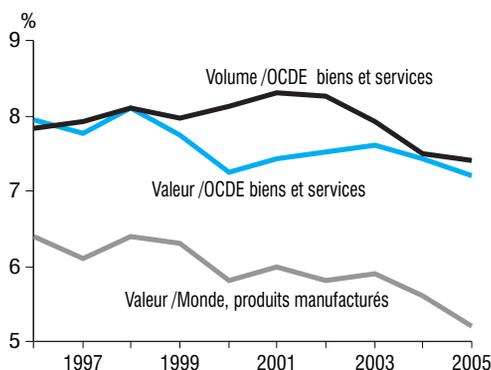
### Parts de marché à l'exportation

Les parts de marché totales de la France mesurent le poids des exportations françaises dans les exportations mondiales. Les parts de marché relatives par rapport aux 24 pays de l'OCDE mesurent le poids des exportations de l'industrie manufacturière de la France dans celles des 24 pays de l'OCDE. Elles comparent donc la performance à l'exportation de la France à celle de ce groupe de pays (États-Unis, Canada, Mexique, Japon, Corée, Allemagne, Italie, Espagne, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni, Irlande, Autriche, Suède, Finlande, Danemark, Grèce, Norvège, Suisse, Turquie, Australie, Nouvelle-Zélande).

### Pour en savoir plus

- \* Voir « Définitions » en annexe.
- OMC : [www.wto.org/](http://www.wto.org/)
- « Parts de marché de l'Allemagne, la France et l'Italie », *Bulletin*, Banque de France, n°146, février 2006.

## 1 - Parts de marché de la France



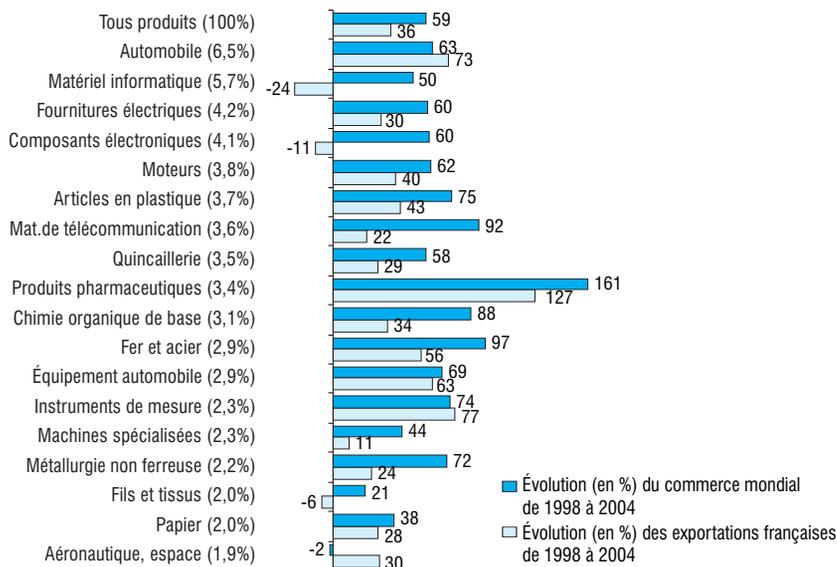
Sources : DGTPE, OCDE, OMC.

## 4 - Poids de la France dans les exportations mondiales par secteur en 1998 et 2004

Secteur	Part dans les exportations mondiales en 2004	Part dans les exportations mondiales en 1998
Aéronautique, espace	17,5	13,3
Pharmacie, parfumerie	9,9	11,7
IAA	7,9	9,4
Industrie automobile	7,4	7,2
Ensemble des secteurs	5,4	6,3
Chimie	5,3	6,6
Industrie sidérurgique	5,1	6,3
Industrie mécanique	5,0	5,8
Bois, papiers..	4,8	5,2
Industrie électrique	4,5	5,8
Industrie textile	3,7	4,1
Produits minéraux	3,0	3,8
Industrie électronique	2,8	4,4

Sources : Cepii (base Chelem), calculs Sessi.

## 2 - Le commerce mondial et les exportations françaises des 18 principaux produits échangés dans le monde (valeur dollar)



Note : entre ( ) la part des produits (71 au total) dans le commerce mondial en 2004.

Sources : Cepii (données Chelem), calculs Sessi.

## 3 - Parts de marché manufacturier mondial par pays

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
États-Unis	12,1	12,5	13,2	13,0	12,9	13,1	12,5	11,3	10,0	9,3	9,1
France	6,2	6,3	5,9	6,2	6,0	5,5	5,6	5,6	5,6	5,4	4,8
Allemagne	11,3	11,0	10,3	11,0	10,7	9,7	10,7	10,7	11,2	11,7	11,1
Japon	10,2	9,1	8,9	8,1	8,5	9,0	7,8	7,6	7,4	7,4	6,9
Chine	3,3	3,3	3,8	3,8	4,0	4,7	5,2	6,0	7,0	7,9	9,0

Champ : produits manufacturés y compris IAA.

Sources : Cepii (base Chelem, valeur dollar), calculs Sessi.

## 4.1 Les négociations commerciales

Les droits de douanes\* des pays développés sont, en moyenne, beaucoup plus faibles que ceux des pays en développement. Ils maintiennent cependant des pics tarifaires sur certains produits agricoles ou textiles.

Si, en moyenne, les États-Unis ont les droits de douanes les plus faibles, ils taxent plus les produits à fort contenu en main-d'œuvre, grevant ainsi surtout les importations en provenance des pays les moins avancés.

L'UE garde une attitude défensive sur ses importations de produits agricoles. Les pays les moins avancés du monde (la liste a été établie par la troisième conférence des Nations Unies pour aider ces pays à sortir de la misère, elle contient 49 pays : 34 pays d'Afrique, 9 pays d'Asie, 5 îles du Pacifique et une île des Caraïbes) peuvent cependant exporter sans droit de douane ni contingents vers l'Union européenne, dans le cadre du régime « Tout sauf les armes ».

### Le cycle de Doha : suspension des négociations

Le dernier cycle de négociations, celui de Doha, a été lancé en 2001. Auparavant portée par les pays riches, la négociation est dorénavant influencée par le G20, groupe de vingt pays en développement, avec le Brésil et l'Inde comme fers de lance. Ceux-ci subordonnent la signature d'un accord à des avancées sur la question agricole. Étaient particulièrement visés les subventions aux agriculteurs américains, les soutiens à l'exportation européens et l'accès aux marchés de l'UE et d'autres pays du Nord (Japon), dans l'optique d'accroître les exportations des pays du Sud. L'UE souhaitait plutôt signer un accord équilibré, associant l'ouverture de son marché agricole à des concessions des autres pays (ouverture des marchés des autres pays à ses produits industriels et ses services). En raison de la rigidité des États-Unis sur les subventions agricoles, et dans une moindre mesure du G20 sur l'accès aux marchés industriels, la négociation s'était focalisée sur l'agriculture (accès aux marchés, subventions internes). De fait, seule l'émergence d'un point d'équilibre sur ces questions permettra

de parvenir à un accord dans les autres secteurs.

Actuellement, les négociations sont dans l'impasse. Le contexte politique est très défavorable à la prise de décision, à l'approche des élections américaine, française et brésilienne.

### L'OMC

Créée en 1995 pour remplacer le GATT (General Agreement on Tariffs and Trade), l'organisation mondiale du commerce (OMC) est composée de 149 membres représentant 97 % du commerce mondial. Seule la Russie, parmi les grands pays, reste encore en dehors de l'organisation. Ne regroupant à l'origine que des pays riches, les négociations au sein du GATT portaient essentiellement sur la réduction des droits de douanes industriels. Aujourd'hui, les compétences de l'OMC se sont étendues : favoriser le développement économique mondial par l'abaissement des droits de douanes industriels et agricoles, protéger la propriété intellectuelle et l'environnement, libéraliser l'investissement et les échanges de services. Sous l'impulsion des pays en développement, désormais majoritaires à l'OMC, la question du développement s'est imposée et figure parmi les objectifs essentiels de l'actuel cycle de Doha.

### Les différents droits de douanes

Chaque pays est tenu d'accorder à tous les pays de l'OMC un même taux d'imposition à ses importations : le droit NPF (droit de la nation la plus favorisée). Cependant, certains membres, lors d'accords particuliers, peuvent s'entendre pour abaisser leurs droits en deçà. C'est le tarif préférentiel.

Les négociations à l'OMC portent sur les droits plafonds (droits consolidés), taux d'imposition maximum pour un produit donné. Puisque ce plafond se situe, par définition, au-dessus du droit NPF, les pays disposent d'une marge de réduction qui ne se répercutera sur les taux réels d'impositions (droits appliqués) qu'en cas de forte baisse du plafond.

### Pour en savoir plus

- \* Voir « Définitions » en annexe.

## 1 - Droits de douanes moyens appliqués par secteur, pays exportateur et importateur

en %

en 2001 Pays importateurs	Produits				Pays exportateurs		
	Total	Agriculture	Produits manufacturés	Textile-Habillement	Pays les moins avancés	Pays en développement	Pays développés
États-Unis	2,3	5,0	1,7	9,4	5,1	2,4	2,3
UE-15	3,1	17,9	2,0	5,7	0,8	2,7	3,5
Canada	3,4	14,9	2,1	10,8	5,8	3,1	3,5
Japon	3,9	35,3	0,9	6,8	1,6	3,9	3,9
Australie	5,1	2,7	4,9	14,2	7,9	5,6	4,9
Corée	9,2	53,8	5,5	10,3	10,1	9,9	8,9
Mexique	11,0	28,2	8,9	14,5	15,9	17,9	8,9
Brésil	11,8	11,0	11,4	18,1	2,4	9,4	12,8
Chine	14,1	25,0	12,7	20,4	3,6	12,9	14,7
Tunisie	20,3	53,3	16,5	26,0	9,4	24,2	18,9
Inde	33,5	59,6	29,9	29,5	28,3	35,4	32,5
<b>Monde</b>	<b>5,6</b>	<b>19,1</b>	<b>4,2</b>	<b>10,5</b>	<b>4,9</b>	<b>5,3</b>	<b>5,7</b>

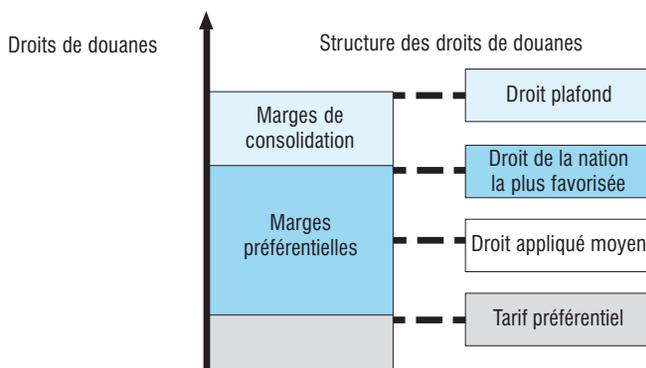
Source : OMC.

## 2 - Principaux pays exportateurs et importateurs de marchandises, hors commerce intra-UE

en 2004	Exportations		Importations	
	Valeur (G\$)	Part dans l'ensemble (%)	Valeur (G\$)	Part dans l'ensemble (%)
UE-25	1 204	18,1	1 281	18,3
États-Unis	819	12,3	1 526	21,8
Chine	593	8,9	561	8,0
Japon	566	8,5	455	6,5
Canada	317	4,8	280	4,0
Hong Kong, Chine	266	4,0	273	3,9
République de Corée	254	3,8	225	3,2
Mexique	189	2,8	206	3,0
Russie	184	2,8	96	1,4
Taipei chinois	182	2,7	168	2,4

Source : OMC.

## 3 - Structure des droits de douanes



Source : OMC.